

L'incroyable lettre antipolice environnementale de Laurent Wauquiez aux agriculteurs

Mediapart publie un courrier, mentionné ce jeudi par « Libération », adressé le 7 février aux agriculteurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes et signé par Laurent Wauquiez et le président de région. Ces derniers y fustigent l'Office français de la biodiversité, qualifié de « coalition d'idéologues », avant d'appeler à sa dissolution.

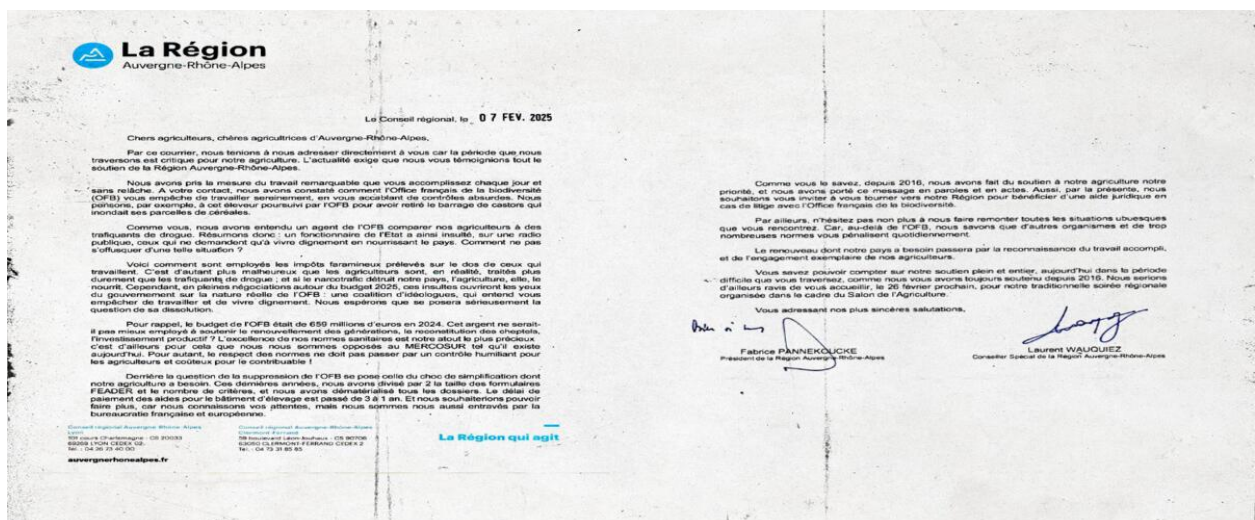
[Mickaël Correia](#)

20 février 2025 à 18h36

C'est un courrier à en-tête de la région Auvergne-Rhône-Alpes, signé par Fabrice Pannekoucke, président de région, et par Laurent Wauquiez, en tant que « *conseiller spécial* » de cette même région.

[Mentionnée](#) par nos confrères de *Libération* et adressée le 7 février dernier aux « *agriculteurs et agricultrices d'Auvergne-Rhône-Alpes* », la missive d'une page et demie est une incroyable diatribe contre l'Office français de la biodiversité (OFB), la police de l'environnement. Créée en 2020 et forte de 2 800 agent·es, l'agence publique exerce des missions de police administrative et de police judiciaire relatives à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche.

Cible de nombreuses attaques de la part du syndicat majoritaire, la FNSEA, et de la Coordination rurale depuis l'émergence de la colère agricole il y a un an, l'OFB y est qualifiée de « *coalition d'idéologues* » qui entend « *empêcher* » les agriculteurs de « *travailler et de vivre dignement* ». Rien de moins.



Document Mediapart.

Laurent Wauquiez, député de la Haute-Loire et président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée nationale, et son acolyte Fabrice Pannekoucke assurent dans cette lettre que « *les*

agriculteurs sont, en réalité, plus durement traités que les trafiquants de drogue » – une référence au [témoignage sur France Inter](#) d'un responsable syndical de l'OFB qui avait comparé à des « *dealers* » les exploitants agricoles hors la loi.

Fustigeant les « *contrôles absurdes* » de la police de l'environnement qui « *accablent* » les agriculteurs, Laurent Wauquiez et Fabrice Pannekoucke estiment par ailleurs que l'OFB est coûteux pour le contribuable – avec un budget de 659 millions d'euros en 2024 –, avant d'appeler purement et simplement à la suppression de cet organisme public. « *Nous espérons que se posera sérieusement la question de sa dissolution* », écrivent-ils.

Pour terminer, la lettre antipolice de l'environnement appelle les agriculteurs et agricultrices à se tourner vers la région « *pour bénéficier d'une aide juridique en cas de litige avec l'Office français de la biodiversité* ». Puis de leur demander de « *faire remonter les situations ubuesques* » rencontrées.

Contacté par Mediapart, Laurent Wauquiez n'a pas pour l'instant répondu à nos sollicitations. La région Auvergne-Rhône-Alpes a pour sa part défendu le fait que les agriculteurs « *n'ont pas besoin d'un organisme qui fasse régner la terreur, mais d'un soutien concret et efficace* », ces derniers étant soumis « *à des normes environnementales parmi les plus strictes au monde* ».

« *Laurent Wauquiez instrumentalise le monde agricole à ses fins populistes, a réagi auprès de Mediapart Maud Gard, conseillère régionale écologiste en Auvergne-Rhône-Alpes. C'est irresponsable de remettre en cause l'État de droit et dangereux de pointer ainsi des agents publics.* »

À lire aussi

[À Poitiers, l'immense désarroi de la police de l'environnement](#)

15 février 2025

Alors que le Salon international de l'agriculture débute ce week-end, ce courrier rappelle à quel point les agent·es de l'OFB sont régulièrement visé·es par le monde politique. En janvier 2024, en pleine crise agricole, le premier ministre d'alors, Gabriel Attal, avait remis en cause le port d'arme de la police de l'environnement lors des contrôles d'exploitations agricoles.

[Durant son discours de politique générale](#), François Bayrou a évoqué l'« *humiliation* » infligée aux agriculteurs et agricultrices par la présence d'inspecteurs et inspectrices de l'OFB qui arborent une arme. Enfin, le 23 janvier dernier, Laurent Wauquiez a publié sur les réseaux sociaux une vidéo annonçant : « *Notre objectif, c'est de supprimer l'OFB, un organisme qui vient contrôler les agriculteurs avec un pistolet à la ceinture alors qu'ils nous nourrissent.* »

Selon un [rapport sénatorial](#) publié en septembre 2024, l'OFB inspecte chaque année à peine 0,75 % des fermes, « *soit moins d'un contrôle par exploitation en moyenne par siècle* ».

[Mickaël Correia](#)